

Petits tuyaux ancestraux pour écolos occidentaux

La France accueille, jusqu'au 4 mai, la septième conférence de l'IPBES ou « Giec de la biodiversité ». À cette occasion sera publié le premier rapport scientifique mondial intégrant les savoirs séculaires des peuples autochtones. Une réserve d'idées pour protéger l'environnement dans laquelle on serait bien inspirés de piocher.

Par **ALIZÉE VINCENT**

« **Le zéro déchet** est récent en France. Moi, c'est en vivant chez les Mai Huna que j'ai appris que l'on peut tout récupérer. » Irène Bellier, aujourd'hui directrice de recherches au CNRS, a passé cinq ans dans cette société de l'Amazonie péruvienne au début des années 1980, dans le cadre de sa thèse en anthropologie. Trente ans avant la fin des plastiques à usage unique et les premières poubelles à compost, elle a découvert ces tuyaux écolos en s'en remettant aux savoirs de peuples ancestraux.

Conseils aux grands dirigeants

Son histoire illustre bien l'initiative d'une prestigieuse communauté scientifique (150 experts du monde entier), mobilisée par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques – ou IPBES, de son acronyme anglophone. Le 6 mai, le groupe publie une vaste synthèse, sous embargo total jusqu'à cette date, censée conseiller les grands dirigeants de ce monde en matière de protection de la faune et de la flore. Et il s'agit là de la « première évaluation incluant systématiquement les savoirs autochtones et locaux à une échelle mondiale », se targue l'organisme.

De là à ce que les dirigeants mettent ces pratiques sur le même plan que la science à l'occidentale, il y a sûrement de la marge. Mais, au moins, « à l'heure où l'on sait que le changement climatique provient du modèle industriel, souligne Irène Bellier, les savoirs autochtones commencent à être considérés dans le monde

occidental, car ces peuples sont un modèle des formes d'adaptation qui peuvent être utiles à la survie de l'humanité ».

Le tableau devient tangible lorsque l'on sait que, d'après l'ONU, les terres des peuples autochtones – principalement en Amérique latine, en Afrique et en Asie du Sud-Est – abritent 80 % des



© K. MIRANDA RIVADENEIRA

espèces vivantes et végétales du monde. Et, s'accordent les anthropologues de tous horizons, la particularité de ces sociétés est de dépendre directement de leur écosystème, contrairement au monde industriel. D'où leurs techniques respectueuses de la biodiversité.

Ainsi de la culture de rotation, pratiquée en Inde ou en Amazonie. L'idée : alterner les types de plantations – piment puis ananas, par exemple – et les temps de jachère sur un même espace. Le sol, plus diversifié, gagne ainsi en nutriments et en fécondité. Même principe avec l'agroforesterie, inspiration de la permaculture contemporaine, note Yildiz Thomas, chercheuse en « interactions bioculturelles » et experte mandatée dans le cadre du rapport de l'IPBES. « C'est là l'exemple type du savoir autochtone traditionnel, pratiqué dans ces sociétés un peu partout dans le monde, explique-t-elle, et on le réutilise aujourd'hui en Europe. » À l'inverse des monocultures standardisées, ce mode d'exploitation prévoit de faire pousser des arbres au milieu des plantations. Résultat : la terre est plus riche et solide grâce aux racines, les cultures gardent une température fixe en raison de l'ombre des feuillages et les oiseaux disposent de plus de branches où faire leur nid.

D'autres techniques font débat. C'est le cas du brûlis. « De petits feux forestiers, contrôlés et limités à certaines zones, détaille Fiore Longo, directrice de l'ONG de protection des peuples autochtones Survival France. On en trouve chez les Soliga, dans le sud-est de l'Inde. L'objectif est de rendre les sols plus fertiles et moins sujets aux incendies accidentels. » Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le procédé est au contraire un risque majeur de destruction des terres.

Autre « leçon » remarquable des peuples natifs : « la capacité à lire la nature », résume Irène Bellier. Comme

nos grands-parents jadis, qui utilisaient d'ailleurs les mêmes techniques. Sa consœur et élève Sofia Cevallos, spécialiste des Indiens d'Équateur, abonde : « Les peuples autochtones ne se disent pas qu'ils "protègent" la biodiversité. Ils ont conscience qu'elle fait partie d'eux et, de ce fait, vivent en symbiose avec elle au quotidien. » Sensibilité à la biodiversité que les sociétés occidentales pourraient retrouver en tentant de comprendre cette conception du monde.

Espoir limité

On retrouve ces « bons plans » mentionnés – avec ou sans référence aux autochtones – par la Banque mondiale, l'ONU ou sur des blogs d'écologues. Et même sur... un site de l'industriel de pommes de terre McCain, qui qualifie la rotation des cultures d'« essentielle », tout en se contentant de la « conseiller » aux producteurs. Un peu facile... Il existe en outre des bibliothèques numériques de savoirs autochtones, comme la Banque mondiale de connaissances traditionnelles (TKWB). Mais la tendance reste marginale. Impossible de remettre en cause les rapports de force face aux géants de l'agriculture intensive et de l'énergie.

« Bien souvent, tout ce qui concerne la prise en compte des savoirs autochtones se résume à des engagements sur le papier », renchérit Sofia Cevallos. Par ailleurs, peu de lois protègent ce patrimoine. Seuls deux textes internationaux – la convention 169 de l'Organisation internationale du travail de 1989 et la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, de 2007 – leur reconnaissent des droits fondamentaux. D'après les recherches de l'anthropologue, 70 % des terres censées appartenir aux autochtones en Équateur sont au final gouvernées par des entreprises privées. Dans ces conditions, difficile de préserver leur savoir-faire en matière de biodiversité. ●

Justice

Et de 3 ! C'est le troisième procès que l'agriculteur Paul François (voir *Causette* #97) gagne contre le géant des pesticides Monsanto. Le 11 avril, la cour d'appel de Lyon a condamné la firme américaine pour sa « responsabilité du fait de produits défectueux ». Le céréalier avait été intoxiqué en 2004 après avoir inhalé un désherbant de la marque. Mais le combat n'est pas fini : Monsanto a indiqué ne pas exclure de se porter en cassation. ● **A. C.**

Ça bouge

Nouvelle tendance suédoise, le *flygskam* n'est pas le nom d'un meuble Ikea, mais un terme désignant « la honte de prendre l'avion ». Un mouvement qui prend de l'ampleur en Suède, où une taxe sur le transport aérien a été instaurée en 2018. Sur la même période, la principale compagnie ferroviaire du pays a, quant à elle, observé une hausse de fréquentation de 4,5 %. C'est l'effet *train brag*, soit « la fierté de prendre le train ». ● **A. B.**

AU RAPPORT

45 % des zones promises à la reforestation sont en fait des plantations d'arbres destinés à être vendus sur le marché, quarante fois moins aptes à réduire les émissions de CO₂. C'est ce que révèle une étude publiée par la revue *Nature* début avril. Ainsi, il est donc illusoire, notent ses auteurs, de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré, en dépit des engagements de la COP21. ● **A. V.**